



jti CERTIFIÉ

BNA

Certifié selon le programme JTI et CWA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

Site web: www.ecoetfinances.com Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Afrique de l'Ouest

SPIEF'25 ST. PETERSBURG INTERNATIONAL ECONOMIC FORUM

ПМЭФ'25 ПЕТЕРБУРГСКИЙ МЕЖДУНАРОДНЫЙ ЭКОНОМИЧЕСКИЙ ФОРУМ

80 ПОБЕДА!

ROSCONGRESS Building Trust

SOUTENIR DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE



La BIDC obtient une ligne de credit commercial de 40 millions de dollars americains auprès de India Exim Bank P.4

CLÔTURE DE LA 3ÈME SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL RÉGIONAL DE KARA



Budget 2025 et plan d'action prioritaire adoptés pour un développement durable P.2

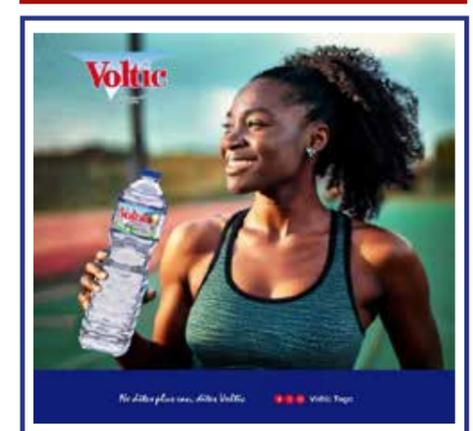
NIGERIA

Les assureurs disposent d'un an pour multiplier leur capital par cinq P.6

RÉSULTATS DU SPIEF 2025

Instructions du président de la Fédération de Russie publiées

Page 3



CANALBOX VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

TESTEZ CHEZ VOUS VOTRE ÉLIGIBILITÉ

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX | INSTALLATION DE LA BOX 100% GRATUITE*

8866 Coût de l'appel : 20 FCFA.

*Offre valable jusqu'au 31 août 2025. Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel.

www.canalbox.tg

Clôture de la 3ème session ordinaire du conseil régional de Kara

Budget 2025 et plan d'action prioritaire adoptés pour un développement durable

Le samedi 16 août, la troisième session ordinaire du Conseil Régional de la Kara (CR-K) a tiré sa révérence à Kara, marquée par des décisions importantes pour le développement de la région. Sous la présidence de Bakem Téba Blakinam, les travaux, qui avaient débuté le 5 août, ont permis d'adopter le budget primitif pour l'exercice 2025 ainsi que de valider le plan d'action prioritaire pour la période 2025-2026, reflétant un engagement fort envers l'amélioration des conditions de vie des habitants de la région.

Anissatou AFFO

Le budget primitif pour 2025, s'équilibrant à 799.120.453 FCFA, est structuré avec 212.291.113 FCFA alloués au fonctionnement et 535.840.340 FCFA destinés à des projets d'investissement. Cette répartition des fonds est soutenue par la dotation de l'État via le Fonds d'appui aux collectivités territoriales, soulignant l'importance de la coopération entre les différents niveaux de gouvernement. Les conseillers régionaux ont approuvé huit délibérations lors de cette session, incluant l'adoption du logo officiel



du CR-K et trois projets majeurs dans les domaines de l'environnement, de l'éducation ainsi que de l'eau et l'assainissement. Dans le secteur environnemental, un investissement de 106.7 millions FCFA est prévu pour le reboisement et la création de forêts dans les sept préfectures de la

région. Le volet relatif à l'eau et à l'assainissement se concentrera sur la réhabilitation de forages et de points d'eau autonomes dans 17 localités, avec un budget de 118.125 millions FCFA. Parallèlement, le domaine éducatif bénéficie d'une attention particulière avec des travaux de réhabilitation de bâtiments scolaires et

d'équipements pour collèges et lycées, impliquant un coût total de 118.729.400 FCFA. En outre, le plan d'action prioritaire pour la période 2025-2026 a été adopté, s'articulant autour de trois axes stratégiques et neuf projets pour un montant global de 1.967 milliard FCFA. Cela représente une allocation de 797 millions FCFA pour 2025 et 1,116 milliard FCFA pour 2026, témoignant de l'aspiration du CR-K à promouvoir un développement durable et inclusif. Au-delà des délibérations, cette session a également permis d'aborder plusieurs thématiques essentielles, telles que la commande publique, l'exercice de la tutelle et la gestion financière locale. Les conseillers ont pu bénéficier de retours d'expérience lors de missions internationales, notamment la participation à l'assemblée

générale de l'Association internationale des Régions francophones à Lyon et un séminaire sur la gestion territoriale en Chine.

Dans son discours de clôture, le président du CR-K, Bakem Téba Blakinam, a salué la collaboration des partenaires techniques et l'engagement du gouverneur de la Kara dans le débat. Il a lancé un appel à tous les acteurs locaux pour s'appropriier les conclusions de cette session et s'investir dans leur mise en œuvre. Les autorités locales, ainsi que des personnalités judiciaires, universitaires et militaires, ont assisté à la cérémonie de clôture, témoignant de l'intérêt et de l'importance accordés à ces travaux pour l'avenir de la région.

En somme, cette session du Conseil Régional de Kara représente une étape marquante dans l'effort collectif pour construire un avenir meilleur pour les populations locales, tout en s'inscrivant dans une dynamique de développement durable et intégré.

Tchamba

Les bureaux préfectoraux des syndicats de transporteurs routiers installés

Les nouveaux membres des bureaux préfectoraux de sept syndicats de transporteurs routiers ont été installés, le vendredi 15 août à Tchamba. Il s'agit de l'Union des syndicats des conducteurs routiers du Togo (USYCORT) et ses syndicats affiliés à savoir l'Union nationale des conducteurs indépendants du Togo (UNCRIT), l'Union syndicale des conducteurs routiers du Togo (USYNDICTO), le Syndicat libre des conducteurs du Togo (SYLICONTO), le Syndicat autonome des contrôleurs et inspecteurs du travail (SYNACIT), le syndicat indépendant des conducteurs du Togo (SICTO), et l'Union des conducteurs du Togo (UNICOT).

Le bureau de l'USYCORT, élu pour un mandat de 2 ans renouvelable une fois, est dirigé par Abdou-Raim Amoussou. Les syndicats affiliés ont pour secrétaires préfectoraux, Ati Outritrikou Affoh (UNCRIT), Yanissou Wakpe N'badé (USYNDICTO), Atcha Tchibara (SYLICONTO), Agbèrèwè

Omogou (SYNACIT), Dermane Amoussou (SICTO) et Abdoul-Rahim Amoussou (UNICOT). Ils sont élus pour un mandat de 4 ans renouvelable également une fois. Ces bureaux ont pour mission de défendre les intérêts des conducteurs de la préfecture, de contribuer à l'amélioration de leurs conditions de travail et de

vie et de promouvoir l'éthique professionnelle ainsi que le respect du code de la route. Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de modernisation et de valorisation de la profession de conducteur routier aux niveaux local, régional et national. Elle vise aussi à offrir aux chauffeurs de la préfecture de Tchamba des

cadres de concertations et d'échanges propices à l'expression de leurs opinions et affirmation professionnelle.

Le secrétaire général de la préfecture de Tchamba, El-hadj Esso Tchazodi et le 2è adjoint au maire de la commune Tchamba 1, Latif Oumorou ont, tour à tour, félicité les nouveaux responsables syndicaux pour la confiance placée en eux par leurs pairs. Ils les ont exhortés à entretenir une collaboration étroite avec toutes les autorités locales afin de contribuer au développement harmonieux de la préfecture. « Sans la connaissance de la bonne mission du conducteur, il y a peu de chances d'arriver à bon port », a laissé entendre le secrétaire général.

Le président national de l'USYCORT, El-hadj Yaya

Oukpedjo a également salué l'élection des nouveaux membres et les a appelés à une synergie d'actions pour relever les défis auxquels la profession est confrontée. Il a insisté sur l'importance du respect du code de la route avant de remercier le gouvernement pour ses efforts en faveur de la modernisation du secteur du transport au Togo. Les nouveaux membres des bureaux ont, par la voix du secrétaire préfectoral de l'USYCORT, salué la réhabilitation de la nationale n°14 (Sokodé-Tchamba-Kaboli-frontière Bénin), soulignant que ce projet structurant contribuera significativement à l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Ils ont promis de travailler en étroite collaboration avec leurs prédécesseurs pour le bien-être des conducteurs de Tchamba.

Résultats du SPIEF 2025

Instructions du président de la Fédération de Russie publiées

Une liste d'instructions du président russe Vladimir Poutine suite aux résultats du Forum économique international de St. Petersburg 2025 a été publiée.

Le document comprend 46 instructions visant le développement systématique de l'économie. La tâche principale du gouvernement de la Fédération de Russie est d'élaborer un plan global de changements structurels d'ici le 1er octobre 2025, couvrant la transformation de l'emploi, l'évolution de la consommation, l'amélioration du climat d'investissement, le développement technologique, l'établissement d'une nouvelle qualité du commerce extérieur et l'augmentation de l'efficacité dans les secteurs de la défense et de la sécurité.

« Les instructions se concentrent sur l'élaboration d'un plan global pour les changements structurels, l'accélération du développement technologique,



et y compris la transition vers le rouble numérique et la préparation d'un rapport annuel sur la souveraineté technologique, le soutien à l'entrepreneuriat et aux PME, le développement des industries créatives, l'augmentation de la flexibilité du marché du travail, la préservation des

sites du patrimoine culturel, la tenue du forum international Open Dialogue en 2026 et la coordination des activités des

institutions de développement », a déclaré Anton Kobayakov, conseiller du président de la Fédération de Russie et secrétaire exécutif du comité d'organisation du SPIEF.

En tant qu'organisateur du SPIEF, la Fondation Roscongress a été chargée

d'analyser et de résumer les documents finaux du Forum d'ici le 1er octobre 2025.

Le texte intégral des instructions a été publié sur le site web du président de la Fédération de Russie, en.kremlin.ru.

La Fondation Roscongress est une institution de développement non financière à vocation sociale et un organisateur majeur de conventions nationales et internationales, d'expositions et d'événements commerciaux, publics, de jeunesse, sportifs et culturels. Il a été créé en vertu d'une décision du président de la Fédération de Russie.

La Fondation a été créée en 2007 dans le but de faciliter le développement du potentiel économique de la Russie, de promouvoir ses intérêts nationaux et de renforcer l'image du pays. L'un des rôles de la Fondation est d'évaluer, d'analyser et de couvrir de manière exhaustive les questions relatives aux programmes économiques russes et mondiaux. Il offre également des services administratifs, fournit un

soutien promotionnel pour les projets commerciaux et attire les investissements, aide à favoriser l'entrepreneuriat social et les initiatives caritatives.

Chaque année, les événements de la Fondation attirent des participants de 209 pays et territoires, avec plus de 15 000 représentants des médias travaillant sur place dans les différents sites de Roscongress. La Fondation bénéficie d'une expertise analytique et professionnelle fournie par 5 000 personnes travaillant en Russie et à l'étranger.

La Fondation travaille aux côtés de divers départements des Nations Unies et d'autres organisations internationales, et construit une coopération multiformat avec 226 partenaires économiques, y compris des syndicats d'industriels et d'entrepreneurs, des associations financières, commerciales et commerciales de 89 pays à travers le monde, et 358 organisations publiques russes, organes exécutifs et législatifs fédéraux et régionaux de la Fédération de Russie.

Niamtougou

Un atelier régional met en lumière la filière bétail et ses enjeux économiques

Un atelier de présentation technique de la filière bétail s'est tenu ce vendredi 15 août à Niamtougou dans la commune Doufelgou, réunissant une cinquantaine d'acteurs clés des régions Savanes et Kara. Organisé par l'ONG Gestion de l'Environnement et Valorisation des Produits Agropastoraux et Forestiers (GEVAPAF) en partenariat avec l'ONG internationale française Acting for Life (AFL), cet événement s'inscrit dans le cadre du projet d'Appui aux Populations Affectées par la Crise Sécuritaire Sahélienne (APAC), financé par le Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères.

Anissatou AFFO

L'atelier avait pour principal objectif d'informer et de sensibiliser les participants sur les enjeux de la filière bétail, tout en les engageant dans une démarche de gestion durable de cette ressource cruciale. Au programme des travaux, les participants ont eu l'occasion d'assister à des présentations détaillant l'état des lieux des aménagements pastoraux et des infrastructures marchandes, ainsi que les

résultats d'une étude sur les retombées économiques de ces infrastructures sur les communes environnantes.

Les chiffres présentés ont mis en lumière l'importance des marchés à bétail dans l'économie locale. Par exemple, en 2023, le marché à bétail d'Agbassa a accueilli 12 514 bovins, générant des recettes potentielles de 6 138 000 FCFA pour la mairie de Doufelgou 3, et 2 852 500 FCFA pour le comité de gestion. Pour 2024, les prévisions annoncent 11 715

bovins avec des bénéfices d'environ 5 619 000 FCFA. Ces éléments attestent non seulement de la vitalité du secteur, mais soulignent également la nécessité de maintenir et améliorer les infrastructures existantes. Cependant, tous ces chiffres positifs ne doivent pas occulter les défis auxquels font face les acteurs de la filière. Parmi les difficultés relevées, on note la résistance de certains riverains à céder leurs parcelles pour l'aménagement de pistes

et couloirs, ainsi que la fermeture des marchés à bétail de Koundjouaré et Borgou. L'insécurité dans la région des Savanes reste également une grande préoccupation, tout comme la tendance des éleveurs à migrer vers les régions Centrale et Plateaux. Les perspectives, au travers de ce projet piloté par GEVAPAF, comprennent un renforcement de la mobilisation des ressources pour garantir le bon fonctionnement et la pérennité des infrastructures pastorales. De plus, une attention particulière sera accordée à la sensibilisation des populations sur l'importance de la cohésion sociale entre agriculteurs et éleveurs. Tchémé Tchambi Tchapkro, maire de la commune Doufelgou 1, a insisté sur l'importance de la filière bétail pour le bien-être des ménages. « Il est donc

primordial que les autorités locales disposent de données actualisées et fiables pour orienter les décisions », a-t-il souligné. Cette affirmation résonne comme un appel à l'action pour tous les acteurs concernés.

Quant à Sanwogou Ditiba, représentant du directeur exécutif de GEVAPAF, il a rappelé l'ambition de ce projet : améliorer les conditions de vie des populations tout en instaurant un climat de paix et de cohésion sociale. L'engagement de chaque acteur de la filière sera donc crucial pour faire face aux défis et saisir les opportunités de développement qui se présentent.

Cet atelier n'a pas seulement permis de dresser un bilan de la filière bétail, il a également ouvert la voie à une collaboration renforcée entre tous les acteurs impliqués, dans le but de favoriser une gestion durable et inclusive de cette ressource indispensable à de nombreuses communautés.

Soutenir des projets de développement en Afrique

La BIDC obtient une ligne de crédit commercial de 40 millions de dollars américains auprès de India Exim Bank

Londres, Royaume-Uni, 14 août 2025 – Dr George Agyekum Donkor, Président de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) et de son Conseil d'Administration, et M. Ashok Kumar Vartia, Directeur Général de la succursale londonienne de India Exim Bank, ont signé aujourd'hui à Londres un accord de ligne de crédit commercial d'un montant de 40 millions de dollars américains. La succursale londonienne de India Exim Bank a accueilli Son Excellence le Président de la BIDC, Dr George Agyekum Donkor, et son équipe pour la cérémonie de signature.

Patience SALLAH

India Exim Bank, grâce à son réseau mondial de bureaux et à son large éventail d'activités financières, de conseil et de renforcement des capacités, s'est efforcée de jouer un rôle catalyseur dans la promotion des relations commerciales et d'investissement internationales entre l'Inde et ses pays partenaires, notamment en Afrique, tout en contribuant aux efforts internationaux des entreprises indiennes.

Le Président de la BIDC, Dr George Agyekum Donkor, a félicité India Exim Bank pour son engagement continu à collaborer avec la sous-région de la CEDEAO afin de réaliser des projets de développement visant à améliorer les conditions



de vie des populations vulnérables. Il a souligné la nécessité d'accroître les investissements dans des secteurs clés tels que l'énergie, la santé, les transports, l'agriculture et les infrastructures, entre autres, afin de stimuler la croissance

économique en Afrique de l'Ouest tout en renforçant la résilience dans un contexte mondial de plus en plus instable.

Ashok Kumar Vartia, Directeur Général de la succursale londonienne de India Exim Bank, a déclaré

: « Cette signature marque une étape importante dans notre engagement continu à soutenir les projets de développement en Afrique. »

Mme Trupti Mhatre, Directrice Générale de India Exim Bank, a ajouté : « Ce partenariat apportera

un soutien indispensable aux projets d'infrastructure menés par les exportateurs indiens. Cette ligne de crédit structurée à long terme conclue entre la BIDC et India Exim Bank favorisera des interactions et des partenariats plus étroits entre l'Inde et le continent

africain. »

India Exim Bank entretient une relation de longue date avec la BIDC, qui remonte à la première ligne de crédit accordée en 2006. Depuis lors, la banque a accordé à la BIDC un total de 6 facilités

pour un montant cumulé de 1,14 milliard de dollars américains afin de soutenir l'exportation de biens et de services de l'Inde vers l'Afrique.

A propos de India Exim Bank India Exim Bank a été créée en 1982 par une loi du Parlement et est détenue à 100 % par le gouvernement indien. Elle est la principale institution financière chargée de coordonner le fonctionnement des institutions engagées dans le financement des exportations et des importations. Au fil des ans, India Exim Bank a joué un rôle catalyseur dans l'intégration de l'Inde à l'économie mondiale en promouvant, finançant et facilitant le commerce et les investissements internationaux de l'Inde. Les différents programmes proposés par la banque ont aidé les entreprises indiennes à devenir compétitives et à développer leur présence à l'échelle mondiale.

Fêtes traditionnelles

Les communautés du Grand Lomé ont célébré Dunenyo Zã

(Togo Officiel) - Les communautés Aflao, Agoè-Nyivé et Bè du Grand Lomé ont célébré le samedi 17 août la 7ème édition de leur fête traditionnelle Dunenyo Zã. L'apothéose organisée à Lomé s'est déroulée en présence de plusieurs officiels dont le ministre en charge de la culture, Yawa Kouigan, représentant le Président du Conseil.

Placée sous le thème de la promotion de la femme, de la jeunesse et de valorisation culturelle pour une cohésion sociale, l'édition 2025 a été l'occasion de célébrer et de transmettre

un riche patrimoine immatériel tout en impulsant des actions concrètes pour l'émancipation locale.

« La fête n'est pas seulement source de réjouissance, mais également une occasion



d'éducation, d'affirmation et de cohésion. Dans nos chants,

dans nos danses, à travers nos tenues traditionnelles et

nos lais, se trouve une infinie richesse culturelle qui nourrit le patrimoine national et forge notre devenir commun », a souligné la ministre de la culture.

Les festivités ont été marquées par des prestations de groupes folkloriques, des danses traditionnelles et des expositions d'artisanat. En rappel, Dunenyo Zã est une initiative des chefs traditionnels des trois communautés originaires du Grand Lomé.

L'Information continue sur:
www.ecoetfinance.com

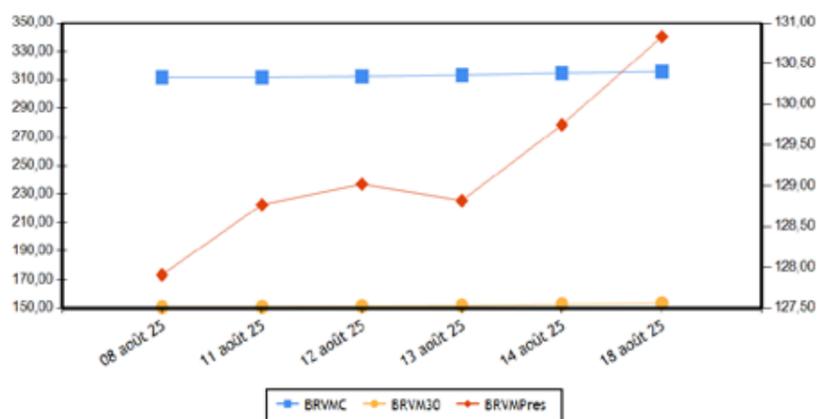


BRVM COMPOSITE	315,82
Variation Jour	0,33 %
Variation annuelle	14,42 %

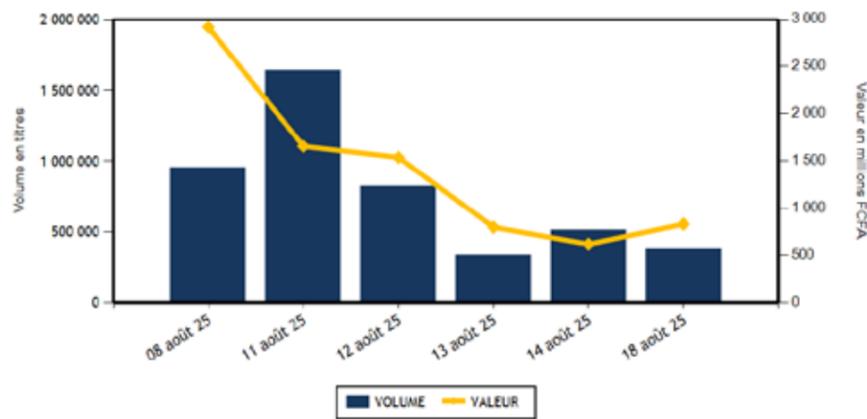
BRVM 30	153,37
Variation Jour	0,45 %
Variation annuelle	10,54 %

BRVM PRESTIGE	130,83
Variation Jour	0,83 %
Variation annuelle	13,92 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	12 176 866 738 489	0,33 %
Volume échangé (Actions & Droits)	377 959	-25,63 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	831 845 349	41,70 %
Nombre de titres transigés	45	0,00 %
Nombre de titres en hausse	20	11,11 %
Nombre de titres en baisse	22	46,67 %
Nombre de titres inchangés	3	-75,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 469 523 790 675	-0,27 %
Volume échangé	226	-93,41 %
Valeur transigée (FCFA)	2 259 176	-93,34 %
Nombre de titres transigés	2	-66,67 %
Nombre de titres en hausse	1	-66,67 %
Nombre de titres en baisse	1	-50,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BERNABE CI (BNBC)	1 665	7,07 %	56,34 %
UNIWAX CI (UNXC)	620	6,90 %	51,22 %
SETAO CI (STAC)	595	6,25 %	32,22 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	6,25 %	6,25 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 500	3,81 %	11,94 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	995	-7,44 %	38,19 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	1 585	-5,37 %	-17,45 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 700	-3,68 %	-10,53 %
SOGB CI (SOGC)	7 500	-3,16 %	62,69 %
SICABLE CI (CABC)	1 305	-2,25 %	25,48 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	130,83	0,83 %	13,92 %	29 846	282 299 860	10,00
BRVM-PRINCIPAL	37	190,36	0,29 %	37,83 %	348 113	549 545 489	84,50

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	263,29	0,46 %	124,34 %	33 862	157 015 675	234,00
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	713,63	-0,12 %	-6,59 %	25 009	184 015 925	9,88
BRVM - FINANCES	16	123,28	0,97 %	21,16 %	270 189	290 344 139	8,14
BRVM - TRANSPORT	1	367,16	3,81 %	11,74 %	3 824	5 590 180	4,76
BRVM - AGRICULTURE	5	322,67	-1,25 %	63,73 %	26 353	165 273 945	10,36
BRVM - DISTRIBUTION	7	372,30	0,15 %	11,04 %	17 660	28 481 305	50,59
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	635,58	-0,33 %	-2,14 %	1 062	1 124 180	11,59

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	93,19	-0,14 %	-6,81 %	17 497	165 823 320	9,76
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	106,39	-0,10 %	6,39 %	18 952	18 351 860	74,21
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	121,16	0,98 %	21,16 %	270 189	290 344 139	8,14
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	217,34	0,07 %	117,34 %	31 593	252 564 005	199,36
BRVM - INDUSTRIELS	6	139,13	1,42 %	39,13 %	20 053	58 988 635	5,41
BRVM - ENERGIE	4	110,89	0,24 %	10,89 %	12 163	27 580 785	13,82
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	100,02	0,36 %	0,02 %	7 512	18 192 605	8,20

Nigeria

Les assureurs disposent d'un an pour multiplier leur capital par cinq

(Agence Ecofin) - Pays le plus peuplé du continent, le Nigeria reste un nain dans le domaine de l'assurance, avec une part de 2,1% dans les primes émises à l'échelle continentale. Le relèvement du capital minimum des différents acteurs du secteur vise à corriger cette anomalie.

La Commission nationale des assurances (NAICOM), l'autorité de régulation du secteur des assurances au Nigeria, a annoncé, mercredi 13 août, que les compagnies d'assurance et de réassurance disposent d'un délai de 12 mois pour se conformer aux nouvelles exigences en capital minimum, sous peine de perdre leur licence.

Prévue par la nouvelle loi portant organisation du secteur, cette augmentation du capital minimum vise à renforcer la résilience financière des assureurs, à améliorer le règlement des sinistres et à attirer davantage d'investissements, a-t-on



précisé de même source.

Selon la nouvelle réglementation, les compagnies spécialisées dans l'assurance-vie devraient disposer d'un capital minimum de 10 milliards de nairas (6,52 millions de dollars) contre 2 milliards

de nairas actuellement. Le capital minimum des sociétés spécialisées dans l'assurance dommages passera de 3 milliards de nairas à 15 milliards. Les compagnies de réassurance sont, quant à

elles, appelées à porter leur capital minimum de 10 à 35 milliards de nairas.

Pour superviser la mise en œuvre du relèvement du capital minimum des acteurs du secteur des assurances, la

NAICOM a mis en place un comité de 11 membres chargé de garantir la transparence et de vérifier que les nouveaux capitaux sont levés de manière légitime.

Le président nigérian Bola Ahmed Tinubu avait promulgué, le mardi 5 août, une nouvelle loi portant organisation du secteur des assurances (la Nigerian Insurance Industry Reform Act/NIIRA), qui vise notamment à renforcer la solidité financière des compagnies d'assurance et de réassurance, à digitaliser leurs services et à mieux protéger les consommateurs à travers la création de certaines polices obligatoires et la création d'un fonds de garantie destiné à compenser les assurés en cas de faillite d'une société.

Au Nigeria, le secteur des assurances reste peu développé comparativement aux autres grandes économies africaines. En 2024, les compagnies d'assurance

opérant dans le pays le plus peuplé du continent ont généré un chiffre d'affaires cumulé de 1562 milliards de nairas (environ 1 milliard de dollars), selon des données présentées le 26 juin 2025 par l'Association des assureurs nigériens (NIA). Ce chiffre d'affaires est en hausse de 56 % par rapport à celui enregistré en 2023. Les primes non-vies se sont établies à 1092 milliards de nairas (environ 705,5 millions de dollars) contre 470 milliards de nairas (303,7 millions de dollars) pour les primes émises dans la branche vie. Le montant des sinistres réglés par l'ensemble des assureurs s'est limité à 622 milliards de nairas, soit 401,8 millions de dollars. Le Nigeria n'a représenté que 2,1 % des primes d'assurance émises sur le continent en 2023 contre 68,2% pour l'Afrique du Sud, 8,7% pour le Maroc, 4% pour l'Egypte et 3,9% pour le Kenya, selon le rapport 2024 de l'Organisation des Assurances Africaines (OAA).

Gestion d'actifs en Cemac

Harvest Asset Management domine 36 % du marché avec 346 milliards FCFA

(Investir au Cameroun) - La gestion d'actifs en Afrique centrale n'a jamais été aussi concentrée... ni aussi dynamique. En 2024, le secteur a franchi un cap historique, porté par une croissance à deux chiffres et dominé par un trio de géants qui tient les rênes du marché.

Au 31 décembre 2024, l'encours global géré par les 15 sociétés agréées de la zone Cemac (Cameroun, Gabon, Congo, Tchad, RCA, Guinée équatoriale) a atteint 959 milliards de FCFA, soit une progression de 50,8 % par rapport à 2023. Selon la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf), trois sociétés concentrent à elles seules 628,7 milliards, soit plus de 65 % des actifs.

Harvest Asset Management en leader

En tête, Harvest Asset

Management conserve son leadership avec 345,9 milliards sous gestion (36,08 %). Elle devance Elite Capital Asset Management (181,7 milliards, 18,95 %) et Asca Asset Management, filiale du groupe marocain Attijariwafa, qui ferme le podium avec 100 milliards (10,53 %).

Derrière ce trio, Corridor Asset Management et Africa Bright Asset Management (filiale de la banque d'affaires Africa Bright) complètent le top 5, chacune avec 69,6 milliards (7,26 %). Les dix autres acteurs se partagent moins de 5 % du marché chacun.

En un an, la taille du marché

est passée de 635 milliards en 2023 à 959 milliards en 2024, confirmant l'expansion rapide d'un secteur encore jeune mais stratégique pour la sous-région.

Marché en forte expansion

Cette croissance fulgurante ouvre la voie à l'arrivée de nouveaux acteurs, locaux comme étrangers, attirés par des rendements prometteurs et un environnement encore peu saturé. Pour les investisseurs, particuliers comme institutionnels, l'essor du secteur peut se traduire par une offre plus diversifiée de produits financiers, une meilleure gestion des risques et une démocratisation progressive de l'investissement boursier.

À long terme, cette dynamique pourrait structurer durablement les marchés de capitaux en Afrique centrale, en favorisant le financement d'infrastructures, d'entreprises

locales et de projets innovants.

Une configuration à risque

Mais cette concentration pose question. La domination de trois acteurs sur plus des deux tiers du marché rend le secteur vulnérable aux chocs liés à l'un de ces leaders : difficultés financières, mauvaise gestion ou retrait d'agrément pourraient avoir un impact disproportionné sur l'ensemble de l'écosystème. De plus, cette structure limite la concurrence et freine l'innovation dans les produits financiers proposés aux investisseurs. Pour les régulateurs, le défi consiste à stimuler la diversification tout en préservant la solidité et la transparence du marché.

Classement 2024 – Gestion d'actifs (SGO)

SGO Encours au 31 décembre 2024 (FCFA) Pourcentage

HARVEST AM	345 992 103 451	36,08%
ELITE CAPITAL AM	181 718 542	18,95%
ASCA AM	100 981 169 608	10,53%
CORRIDOR AM	69 629 681 518	7,26%
AFRICA BRIGHT AM	69 613 494 713	7,26%
SG CAPITAL AM	47 330 833 143	4,94%
EDC AM CEMAC	45 277 773 864	4,72%
L'ARCHER CAPITAL AM	30 196 337 075	3,15%
DIGICAPITAL AM	26 783 030 234	2,79%
ESS AM	13 474 390 473	1,40%
KORI AM	13 036 044 998	1,36%
ENKO CAPITAL CA	11 448 121 915	1,19%
MAKEDA AM	1 782 150 574	0,19%
STONESHED AM	1 704 784 163	0,18%
FINANCIA AM	0	0,00%
TOTAL	959 031 762 272	100%



SPIEF
ST. PETERSBURG
INTERNATIONAL
ECONOMIC
FORUM

ROSCONGRESS
Building Trust

Instructions from the President of the Russian Federation published following SPIEF 2025 results

A list of instructions from Russian President Vladimir Putin following the results of the St. Petersburg International Economic Forum 2025 has been published.

The document includes 46 instructions aimed at the systematic development of the economy. The key task for the Government of the Russian Federation is to develop a comprehensive plan for structural changes by 1 October 2025, covering the transformation of employment, the evolution of consumption, improving the investment climate, technological development, establishing a new quality of foreign trade, and increasing efficiency in the defence and security sectors.

“Instructions focus on developing a comprehensive plan for structural changes, accelerating technological development, including the transition to the digital rouble and the preparation of an annual report on technological sovereignty, support for entrepreneurship and SMEs, developing the creative industries, increasing the flexibility of the labour market, preserving cultural heritage sites, holding the Open Dialogue international forum in 2026, and coordinating the activities of development institutions,” said **Anton Kobayakov**, Adviser to the President of the Russian Federation and Executive Secretary of the SPIEF Organizing Committee.

As the organizer of SPIEF, the Roscongress Foundation has been tasked with analysing and summarizing the final materials of the Forum by 1 October 2025.

The full text of the instructions has been published on the website of the President of the Russian Federation, en.kremlin.ru.

The Roscongress Foundation is a socially oriented non-financial development institution and a major organizer of nationwide and international conventions; exhibitions; and business, public, youth, sporting, and cultural events. It was established in pursuance of a decision by the President of the Russian Federation.

The Foundation was established in 2007 with the aim of facilitating the development of Russia’s economic potential, promoting its national interests, and strengthening the country’s image. One of the roles of the Foundation is to comprehensively evaluate, analyse, and cover issues on the Russian and global economic agendas. It also offers administrative services, provides promotional support for business projects and attracting investment, helps foster social entrepreneurship and charitable initiatives.

Each year, the Foundation’s events draw participants from 209 countries and territories, with more than 15,000 media representatives working on-site at Roscongress’ various venues. The Foundation benefits from analytical and professional expertise provided by 5,000 people working in Russia and abroad.

The Foundation works alongside various UN departments and other international organizations, and is building multi-format cooperation with 226 economic partners, including industrialists’ and entrepreneurs’ unions, financial, trade, and business associations from 89 countries worldwide, and 358 Russian public organizations, federal and regional executive and legislative bodies of the Russian Federation.

The Roscongress Foundation has Telegram channels in Russian t.me/Roscongress, English – t.me/RoscongressDirect, Spanish – t.me/RoscongressEsp and Arabic t.me/RosCongressArabic. Official website and Information and Analytical System of the Roscongress Foundation: roscongress.org.

The Roscongress Foundation
88A, Sredny Prospekt V. O.,
St. Petersburg, 199106, Russia

Tel: +7 (812) 680 0000
Fax: +7 (812) 680 0034

info@forumspb.com
FORUMSPB.COM





BIG BOSS Pils

Toujours un coup d'avance !

18 UNUS D'ALCOOL: EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À BOIRE AVEC MODÉRATION



600^{F*}
FCFA

BOUTEILLE

65cl



BB LORS DE
LE LAUREL GARANT

www.bbto.com



*Prix de vente détail conseillé